



LE Forum Forestier Africain

Une plate-forme pour les acteurs du secteur forestier en Afrique

- Message du Secrétaire exécutif 1
- Renforcement des capacités de négociation en Afrique pour les dialogues internationaux sur la foresterie 2
- Autres initiatives de renforcement des capacités par l'AFF en Afrique sub-saharienne 3
- Remodelage du récit sur la certification forestière en Afrique 7
- Renforcement des capacités sur la certification forestière en Afrique orientale et australe 8
- Parole à nos membres 8
- Initiative pour la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel 9
- Prochains évènements 10

Dans ce numéro

Message du secrétaire exécutif

J'ai l'honneur de partager avec vous le premier numéro de notre bulletin d'information pour 2016. Cette édition présente des informations intéressantes sur les travaux en foresterie que nos membres sont en train de conduire en Afrique. L'équipe du secrétariat de l'AFF a connu une année précédente exceptionnelle, pleine d'activités sur de nombreux fronts et impliquant de nombreux nouveaux partenariats. Comme l'indique le thème de la Journée Internationale des Forêts de cette année - plusieurs de ces domaines nouveaux et émergents liés à la foresterie mettent un accent particulier sur la gestion durable des forêts.

L'urgence de créer et de conduire efficacement des solutions de gestion des forêts est inextricablement liée à la réalisation des travaux scientifiques sur les questions de politique dès lors que nous abordons la déforestation, la restauration des forêts et la résilience climatique de nos populations humaines croissantes, les animaux et les plantes, en plus des questions liées à l'expansion rapide des centres urbains en Afrique, un approvisionnement durable en eau de qualité, parmi tant d'autres problèmes urgents. A cet égard, une communication efficace et des capacités connexes sont essentielles pour le partage des informations forestières de manière cohérente et opportune entre les parties prenantes sans cesse croissantes dans le secteur forestier. Un soutien accru est nécessaire de la part des gouvernements nationaux et de la communauté internationale pour développer

les partenariats et les capacités des acteurs du secteur. Il est de plus en plus évident que les forêts africaines continuent d'accroître rapidement leur rôle dans la fourniture de biens et services publics internationaux, élargissant ainsi les champs d'action de la communauté internationale pour renforcer son rôle dans le bon développement de ces ressources.

Le Forum Forestier Africain continue de mettre l'accent sur l'interconnexion entre les sciences et les politiques de gestion dans son travail. Aussi les efforts de sensibilisation et de renforcement des capacités dans de nombreux domaines qui sont au cœur de la pratique de la foresterie, ainsi que dans les domaines apparemment nouveaux et émergents, continuent à figurer au premier plan dans le travail de l'AFF. À cet égard l'AFF a initié un travail de renforcement des capacités et des compétences sur l'évaluation rapide des stocks de carbone forestier, la certification des forêts, et l'intégration des accords internationaux sur la foresterie dans le développement des politiques, des plans et des activités. Le partenariat entre l'AFF et l'École de l'Agriculture, des Forêts et des Sciences Alimentaires (HAFL) à l'Université des Sciences Appliquées de Berne, à Zollikofen, Suisse, se poursuit avec un nouveau groupe de quatre étudiants africains qui ont commencé le programme d'études de Master dans cette université en Février. Dans la même veine, l'AFF soutient les recherches de 18 étudiants de troisième cycle dans diverses universités africaines.

Nous continuons à partager les résultats de

notre travail et ceux de nos partenaires sur notre site. Nous avons considérablement amélioré notre site Web en termes de fonctionnalité pour inclure deux nouveaux portails de connaissances. Les portails donnent accès à plus de 50 bases de données sur les ressources forestières pour fournir un point de convergence des connaissances sur la foresterie en Afrique. Le site profite des connaissances sur les questions prioritaires qui sont essentielles pour le développement du secteur forestier, y compris les questions nouvelles et émergentes actuelles, pour informer sur l'élaboration des politiques, les décisions d'investissement et le renforcement des capacités aux niveaux continental, régional et national. Nous avons constaté qu'en 2015, le site a enregistré 77 471 visites par 26 836 visiteurs de 124 pays à travers le monde, en cherchant à améliorer leur compréhension des diverses questions forestières. Les gouvernements, les scientifiques, la société civile ont consulté et téléchargé un total de 16 259 documents, y compris entre autres ceux publiés sous les séries des documents de travail, les notes d'orientation, les fiches d'information de l'AFF ainsi que des modules de formation sur le changement climatique.

Nous encourageons tous les acteurs du secteur forestier Africain à continuer à utiliser les informations générées par l'AFF et ses partenaires dans leurs nombreuses décisions et activités dans le secteur forestier.

Prof Godwin Kowero

Renforcement des capacités de négociation en Afrique pour les dialogues internationaux sur la foresterie



G-D: Margaret Kroma, ICRAF; Edmund Barrow, IUCN; Winnie Khaemba, Centre africain d'études technologiques (ACTS); Prof. Larwanou Mahamane, Forum Forestier Africain; et Lalisa Duguma, ICRAF. 2 Décembre 2015, à la 21^{ème} Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP21) à Paris, France. Convocation tenue sous le thème de la "Journée de la Terre: la neutralité de la dégradation des terres comme une solution au changement climatique."

Photo par IISD/ENB <http://www.iisd.ca/climate/cop21/cbd-rcp/2dec.html>

Pour influencer les résultats des dialogues sur les accords environnementaux multilatéraux (AEM) ¹, l'insuffisance des capacités des délégués africains à négocier efficacement pendant les débats liés aux forêts limite les possibilités pour de meilleures affaires.

Une étude détaillée commanditée par un projet panafricain sur «*Les leçons apprises sur la gestion durable des forêts en Afrique*», confirme que, dans les années qui ont suivi la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), la voix africaine a été faiblement entendue dans les délibérations sur les processus forestiers internationaux ². En conséquence l'Afrique n'a pas réussi à clairement afficher ses positions en foresterie, ce qui a conduit à un manque d'appropriation et une faible mise en œuvre des accords sur le continent.

Le manque de participation effective de l'Afrique à ces discours internationaux pourrait être une indication d'un manque plus général de compétences en matière de capacités humaines, financières et techniques pour participer efficacement à ces débats. Ceci est à la lumière du fait que les débats politiques internationaux sont, parfois, une entreprise extrêmement complexe. Ils ont besoin d'un ensemble d'objectifs clairs articulés du leadership; une variété de compétences techniques et nouvelles dans les domaines tels que la recherche et la technologie; un niveau élevé de coordination entre les entités gouvernementales concernées; des compétences, tactiques et stratégies de négociation; le réseautage entre les équipes de pays africains et la cohérence dans la représentation au fil du temps ³.

C'est pour cette raison que l'AFF a créé une *Equipe Technique d'Appui* (ETA)⁴ pour rehausser le profil des forêts qui prend en charge les délégués africains dans les dialogues régionaux et internationaux sur la foresterie et domaines connexes, afin d'assurer que les politiques élaborées et les décisions prises sont conformes au développement compatible des forêts sur le continent.

L'AFF-ETA facilite également l'intégration des AME dans les politiques nationales pour faciliter l'adoption de pratiques de gestion durable des forêts en Afrique. Les membres de l'ETA ont une grande expérience dans les débats et les négociations politiques internationales liées à la foresterie, et ont librement apporté leur expertise aux délégués africains dans ces discours.

Par la suite, les délégués africains ont commencé à mieux articuler les questions liées à la foresterie dans les négociations internationales telles que celles organisées par le Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF). Le soutien limité de l'ETA a également été étendu aux questions liées à la foresterie dans les négociations organisées par la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements

Climatiques (CCNUCC) et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD).

Avec les tendances actuelles se déplaçant vers des enjeux mondiaux plus complexes, des mécanismes institutionnels bien organisés et coordonnés ainsi que le leadership politique efficace au niveau national seront cruciaux pour renforcer davantage la coopération multilatérale ainsi que les débats politiques internationaux.

Qui sont les membres de l'Equipe Technique d'Appui (ETA)?

1. Macarthy Oyebo (Président) – Nigeria
2. Andre Madingou (Vice Président) – Gabon
3. Ndiawar Dieng – Sénégal
4. Adjumane Kadio – Cote d'Ivoire
5. Alice Kaudia – Kenya
6. Jones Kamugisha – Ouganda
7. Anna Chileshe Masinja – Zambie
8. Sebastien Malele – République Démocratique du Congo
9. Alima Issufo – Mozambique
10. Ibro Adamou – Niger
11. Fredrick Owino – Kenya
12. Godwin Kowero – (Secrétaire Exécutif, AFF) – Tanzanie

Mesures politiques clés

Les leçons et recommandations formulées à partir d'un récent «*Atelier de formation des Experts du secteur forestier Africain sur les accords forestiers internationaux connexes pour l'Afrique anglophone*», organisé par l'AFF du 1er au 4 Décembre 2015 à Sai Rock Hôtel à Mombasa, au Kenya, fournissent des mesures politiques clés pour assurer une participation efficace aux débats mondiaux.

Les pays ont besoin, pour une position initiale plus équitable, d'un soutien national pour aider à l'identification des intérêts nationaux et à la formulation des politiques et stratégies de négociation appropriées dans le cadre des discours internationaux. Le développement de ces positions nationales comprend un large éventail d'activités, y compris des discussions avec les organismes gouvernementaux et les services administratifs, l'examen des études scientifiques et les commentaires des acteurs du secteur forestier tels que les institutions de recherche, les entreprises forestières, les travailleurs forestiers, les ONG et la société civile.

¹ Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) sont définis comme des «*accords juridiquement contraignants entre trois ou plusieurs états relatifs à l'environnement*» (Yeboah, 2015).

² Oyebo, M. et al, 2009, présentation intitulée: «*Soutenir l'Afrique dans les processus de négociation internationaux – le rôle de l'AFF*». African Forest Forum. Non publié.

Yeboah O. (2014) «*Training module for effective engagement of African delegates in international multilateral processes*» African Forest Forum. Non publié.

³ En savoir plus sur les Actes de «*l'Atelier de formation des experts du secteur forestier Africain sur les accords forestiers internationaux connexes pour l'Afrique anglophone*», disponible à www.afforum.org

⁴ Pour plus d'informations sur l'Equipe Technique d'Appui (ETA), visiter <http://www.afforum.org/about/organization/committees>



Les participants de l'atelier de formation pour les experts du secteur forestier africain sur les accords forestiers internationaux connexes pour l'Afrique anglophone, organisé par l'AFF du 1er au 4 Décembre 2015 à Sai Rock Hôtel à Mombasa, au Kenya.

De cette façon, les gouvernements africains seront en mesure de mettre sur pied des équipes qui ont une compréhension adéquate de la complexité des accords internationaux, une expertise technique en la matière leur permettant de fournir une forte représentation de leurs pays. Les capacités institutionnelles pour la cohérence et la coordination interinstitutionnelle seront renforcées pour fournir une approche intégrée pour les discussions, ainsi que l'intégration des AME dans les plans d'action nationaux (PAN) pour la mise en œuvre et le rapportage. En outre, une forte interconnexion science- politique de gestion devrait être au centre de la recherche et du développement dans le secteur forestier africain au niveau national.

Quoi qu'il en soit, les investissements dans l'information et la diffusion des plateformes pour améliorer l'accès aux connaissances récentes est essentiel pour la construction de la conscience nationale sur les AME au sein de la communauté forestière africaine. Il est recommandé que les organismes nationaux compétents, en partenariat avec les acteurs concernés envisagent de prendre les devants dans le renforcement des capacités techniques, humaines et financières en termes de nouvelles compétences, d'expertise et de financement pour de meilleurs résultats. En outre, les secrétariats permanents pourraient être créés en tant qu'institutions piliers avec des points focaux clés pour guider la cohérence dans la participation aux débats internationaux sur la foresterie et le maintien de la mémoire institutionnelle sur ces questions.

En outre, l'élaboration de politiques nationales en appui au renforcement des capacités des négociations multilatérales est nécessaire pour la participation effective des équipes des pays africains dans ces négociations.

Autres initiatives de renforcement des capacités par l'AFF en Afrique subsaharienne

Bourses sabbatiques octroyées par l'AFF

L'AFF, avec le soutien financier de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC) a pour but de stimuler et de soutenir la recherche en visitant les chercheurs boursiers pour faire avancer leur développement professionnel dans les nombreux domaines de la foresterie africaine. Grâce à cette collaboration, trois bourses sabbatiques à court terme ont été offertes aux chercheurs africains pour entreprendre des études théoriques pour une période de 2-3 mois au Secrétariat l'AFF. Les bourses ont porté sur les domaines ci-dessous.



Forêt secondaire au Sud du Nigéria.
Photo: © M Lawarmou, AFF

L'AFAT, les marchés et le commerce du carbone forestier

Cette excellente occasion a été offerte aux professionnels africains dans le secteur forestier et les domaines connexes pour renforcer leurs connaissances et leurs compétences sur les politiques, les cadres juridiques et institutionnels aux niveaux régional, sous-régional et national dans le secteur forestier et les secteurs connexes. Plus précisément, les boursiers devaient évaluer la contribution des politiques régionales, sous-régionales et nationales, des cadres institutionnels et juridiques sur l'intégration des mesures d'atténuation et d'adaptation à l'AFAT, ainsi que la question des marchés et du commerce du carbone forestier.

Le processus de sélection était compétitif, et le professeur Paxie Chirwa de l'Université de Pretoria fut le vainqueur du prix. Paxie Chirwa est le président et directeur du programme forestier de troisième cycle à l'Université de Pretoria. Il a plus de 28 ans d'expérience dans la recherche et le développement forestier en Afrique orientale et australe, en particulier dans les interactions cultures-arbres dans l'agroforesterie et la foresterie sociale. Il a

passé son séjour sabbatique au Secrétariat du Forum Forestier Africain basé au Centre mondial de Recherche en Agroforesterie (ICRAF) à Nairobi, Kenya.



Prof. Paxie Chirwa, gagnant de la bourse sur l'AFAT et les marchés du carbone forestier

Grâce à ce prix, le Professeur Chirwa a mené des études documentaires dans les domaines mentionnés ci-dessus, guidé par des termes de référence spécifiques, du 1er Novembre au 31 Décembre 2015, qui ont porté sur les pays africains francophones et anglophones couvrant divers types de forêts (forêt tropicale, montagnes, mangroves, formations boisées et savanes et parcs agroforestiers du Sahel).

Les résultats de ses études documentaires devraient générer des connaissances qui permettront d'améliorer la compréhension des acteurs africains de la vulnérabilité aux changements climatiques et à l'application des mesures d'adaptation prometteuses pertinentes pour l'agriculture, les forêts et autres utilisations des terres (AFAT). Les résultats devraient également soutenir le développement et le renforcement des politiques judicieuses d'adaptation et d'atténuation qui tiennent compte de la sensibilité au genre et des mesures liées à l'amélioration de la résilience des systèmes sociaux et des écosystèmes. En outre, les résultats pourront également offrir aux pays africains et aux organismes régionaux des informations critiques sur l'évaluation basée sur les disparités entre les genres de la vulnérabilité et des impacts/influences du changement et de la variabilité climatique sur les forêts, les arbres et les personnes qui en dépendent. La bourse de recherche a été rendue possible grâce au projet AFF intitulée «Forêts d'Afrique, Peuples et Changement climatique» financé par la SDC.

Développement compatible avec les forêts

Une opportunité de bourse/stage sabbatique/post-doctoral pour "Soutenir le développement compatible des forêts grâce à des options politiques fondées sur des données probantes pour améliorer la gouvernance forestière, la croissance verte et une productivité accrue des forêts pour des moyens de subsistance durables et la stabilité de l'environnement en Afrique" a également été offerte du 1er novembre au 31 décembre 2015.

La bourse vise à renforcer les connaissances et les compétences des professionnels africains dans le secteur forestier et domaines connexes sur le développement compatible avec les forêts en abordant les questions clés de la gouvernance des forêts, les voies de la croissance verte dans le secteur forestier, et l'amélioration de la productivité des forêts; tous ces éléments combinés pour améliorer les moyens de subsistance, les économies nationales et la stabilité de l'environnement. Tajudeen Adekunle Amusa (Ph.D.) a reçu la bourse et a passé deux mois de congés sabbatiques au Secrétariat du Forum Forestier Africain.



Tajudeen Okekunle Amusa au cours de ces deux mois de programme de visite à Nairobi

Tajudeen Adekunle Amusa (Ph.D.) est professeur au Département de la gestion des ressources forestières, Université d'Ilorin, Nigeria. Ses domaines de spécialisation comprennent la gestion des forêts et la conservation de la biodiversité.

Au cours de ses deux mois de séjour sabbatique, Tajude a contribué aux activités du programme AFF en préparant et en produisant des supports de connaissances basés sur des données probantes sur les options politiques sur la gouvernance forestière, l'économie verte, et l'utilisation des terres le changement d'utilisation des terres et la foresterie (LULUCF). Tous ces éléments contribuent au développement compatible des forêts qui aideraient les pays africains à lutter contre le déboisement et la dégradation des forêts de manière à améliorer la contribution des forêts et des ressources forestières aux moyens de subsistance et à la stabilité de l'environnement.

La bourse a soutenu des activités dans un projet intitulé «Renforcement de la gestion

durable des forêts en Afrique» qui vise à générer et partager des connaissances et des informations grâce à des partenariats de manière à fournir des contributions aux options politiques et au renforcement des capacités pour une meilleure gestion des forêts et qui visent l'éradication de la pauvreté et la protection de l'environnement en Afrique. Ce projet est soutenu financièrement par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

Programme AFF de stages d'étudiants en collaboration avec l'Institut Kenyan de Recherche Forestière

Les progrès en foresterie et en gestion exigent la capacité d'allier la théorie et la pratique pour résoudre les problèmes du monde réel. Le programme AFF de stages des étudiants a été mis en œuvre en collaboration avec l'Institut kenyan de recherche forestière (KEFRI) dans le but d'établir un équilibre entre une base solide dans les fondamentaux de gestion et les pratiques de pointe dans la science de la foresterie.

À cet égard, l'AFF a été heureux d'accueillir Mlle Issoufou Kapran Balkissa du Département des Sciences Végétales et Environnementales de l'Université de l'Etat du Nouveau-Mexique, États-Unis, en tant que stagiaire au Secrétariat de mai à juillet 2015. En tant qu'étudiante de premier cycle avec spécialisation en Sciences de l'Environnement, Mlle Balkissa, une ressortissante du Niger, a participé aux activités d'un programme conjoint de mentorat des jeunes dans le cadre de son projet intitulé «Intégration de la gestion durable des terres dans les systèmes de production agro-pastorale du Kenya».



Mlle. Issoufou Balkissa de l'université de l'Etat de New Mexico, Département des Sciences Végétales et Environnementales au cours d'une visite de terrain au Programme de Recherche Eco-régional sur les terres Arides du KEFRI à Kitui

L'objectif du projet était de restaurer les terres dégradées dans les zones semi-arides et arides du Kenya oriental. Dans ce cadre, le stage a accordé à Mme Balkissa la

possibilité d'effectuer des sorties sur le terrain pour le programme de recherche éco-régionale du KEFRI sur les zones arides à Kitui. Son travail de terrain était axé sur la collecte des données biophysiques et socio-économiques autour de la forêt Kyuso et les sites réhabilités par le projet. Elle a également mené son stage de laboratoire au siège de KEFRI, à Muguga, où elle s'est familiarisée avec les sols, la biotechnologie, la pathologie, l'entomologie, l'amélioration des arbres et d'autres travaux de laboratoire connexes. Ces activités ont facilité la préparation de la thèse de Balkissa. Son stage réussi au Secrétariat AFF a été rendu possible sous la supervision du Prof. Larwanou Mahamane et du Dr Vincent Oeba, tous deux de l' AFF.

Témoignage de Issoufou Balkissa

Quand j'appris qu'un stage a été exigé pour le diplôme, je savais que je voulais le faire en Afrique, peu importe les conditions. Pour autant que je me souviens, je voulais construire ma carrière professionnelle en Afrique, donc j'ai eu envie d'avoir un aperçu de la façon dont cela fonctionne là-bas. Je n'ai pas été déçue car cela a vraiment ouvert mon esprit.

Je suis allée au Kenya avec presque pas d'autre d'ambition que de simplement remplir l'exigence. Cependant, j'ai gagné beaucoup plus que je n'avais prévu et beaucoup appris sur moi-même et mes intérêts de recherche.

J'ai acquis des connaissances sur l'analyse statistique et vraiment amélioré mes compétences sur le terrain et en laboratoire. Par-dessus tout, ce stage m'a appris une leçon sur la persévérance. Comme dit le proverbe, "quand une porte se ferme, une autre s'ouvre".



L'AFF sélectionne 18 étudiants africains boursiers de recherche pour le programme d'études supérieures

Le Forum Forestier Africain (AFF) a sélectionné 18 étudiants pré-doctorants issus de 11 pays à travers l'Afrique pour recevoir des bourses qui les aideront à obtenir leurs diplômes d'études supérieures dans les programmes basés sur la foresterie. Le soutien aux étudiants de troisième cycle est prévu pour 1 chercheur, 11 doctorants et 6 étudiants en Master.

L'AFF a créé le programme de bourses de recherche en 2014 pour contribuer au développement des capacités et de l'expertise professionnelle en foresterie chez les jeunes professionnels en Afrique. Depuis lors, l'objectif a été de faire progresser la compréhension et de soutenir la recherche sur les questions thématiques clés pour informer la politique et la pratique forestière en Afrique.

Dix des nouveaux boursiers sont pris en charge par le projet «*Forêts africaines, Populations et Changement climatique*», financé par la SDC. Leurs études approfondies porteront sur les impacts de la vulnérabilité au changement climatique des systèmes biophysiques et socio-économiques avec un accent particulier sur la sensibilité à la problématique du genre et les écosystèmes critiques.

Les huit boursiers restants baseront leurs recherches sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (LULUCF) liée au changement climatique, qui fait partie d'un projet soutenu par l'ASDI intitulé «*Renforcement de la gestion durable des forêts en Afrique*». L'objectif principal est de contribuer au renforcement des pratiques de gestion durable qui ont le potentiel d'améliorer la résilience des forêts et des arbres aux effets néfastes des changements climatiques, et la diffusion des approches prometteuses qui soutiennent les moyens de subsistance. Les deux programmes de bourses de recherche couvriront différents types de forêts, y compris les forêts tropicales, les mangroves, les formations boisées et savane et les parcs agroforestiers du Sahel.

Voici la liste des boursiers internationaux 2015

Programme de bourses de recherche: *Évaluation des impacts de la vulnérabilité au changement climatique des systèmes biophysiques et socio-économiques avec un accent particulier sur la problématique du genre et les écosystèmes critiques en Afrique*

Etudiant	Pays	Sujet de recherche
Basiru Adeniyi Okanlawon	Nigéria	L'analyse de vulnérabilité du genre en relation avec les changements climatiques et la variabilité du climat dans les communautés vivant à proximité de la région sud-ouest du Nigeria
Moussa Massaoudou	Niger	Dynamique, résilience, valeurs socio-économiques et potentiel de séquestration du carbone des peuplements ligneux des parcs à <i>Faidherbia albida</i> (Del.) A. Chev. et <i>Prosopis africana</i> (Guill., Perrot et Rich). Taub. du centre-sud du Niger
Zelege Arragaw Alemayehu	Ethiopie	Vulnérabilité et adaptation des réponses des petits agriculteurs aux changements climatiques dans les hauts-plateaux centraux d'Ethiopie
Fenta Muluken Mekuyie	Ethiopie	Comprendre les voies de résilience au changement climatique dans un environnement de parcours changeant au sein des sociétés pastorales de la région d'Afar, en Ethiopie
Musa Tarig Tagelsir Hassan	Soudan	L'utilisation des produits non ligneux de la forêt en tant que mesures d'adaptation possibles dans le secteur forestier du Soudan
Saalu Faith Nyangute	Kenya	La variabilité climatique et l'évaluation de la vulnérabilité du genre des communautés dépendantes des forêts et de leurs mécanismes d'adaptation pour l'amélioration des moyens de subsistance: étude de cas de la communauté Buyangu dans la forêt tropicale de Kakamega, comté de Kakamega
Oyieko Simeon Oruko	Kenya	L'utilisation de la technologie de géo-information pour modéliser les effets environnementaux et socio-économiques du réchauffement planétaire et des changements et de la variabilité climatiques et dans le comté de Narok, Kenya
Mataya Bennet Andack Fraser	Malawi	Vers une intégration complète des changements climatiques dans la gestion des forêts au Malawi
Halesi Chisangalalo	Malawi	L'évaluation des impacts de la vulnérabilité au changement climatique des systèmes biophysiques et socio-économiques avec un accent particulier sur la réponse liée genre et les écosystèmes critiques au Malawi
Rakotondrasoa Lovanirina Olivia	Madagascar	L'évaluation des impacts du changement climatique vulnérabilité des communautés humaines et des écosystèmes dans le nord et le centre de Madagascar

Programme de bourses de recherche : *Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie liées au changement climatique*

Sylvanus Mensah	Bénin	Quantifier les effets de l'utilisation des terres sur les services écosystémiques fournis par les arbres et les forêts dans un contexte de paysage
Dongang Ceraphine Mangwa	Cameroun	Perception communautaire des politiques de conservation des forêts et de l'impact sur le changement et les émissions de CO ₂ de la couverture terrestre autour des réserves Korup et Kupe, Cameroun
Roger Bruno Tabue Mbobda	Cameroun	Evaluation économique du stockage et de la séquestration du carbone comme service écosystémique des aires protégées au Cameroun: étude de cas de la Réserve de faune du Dja
Berhanu Terefe Abdissa	Ethiopie	Dynamiques biophysiques de la culture itinérante forestière: ses implications pour la séquestration du carbone et le changement climatique
Chemuku Wekesa	Kenya	Les effets de la fragmentation des forêts sur la dynamique du couvert forestier, la diversité des arbres et des stocks de carbone dans les montagnes de l'Arc oriental de Taita Hills, Kenya
Alice Jebiwott	Kenya	Dynamique de la couverture forestière et services écosystémiques de la réserve forestière de Katimok, Comté de Baringo, au Kenya
Justinian Mushumbusi Bamanyisa	Tanzanie	Le potentiel des coopératives dans la réduction des émissions et le renforcement des puits de l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie
Ferdinand Handavu	Zambie	Modélisation de la dynamique du carbone des écosystèmes du miombo Zambien

Quatre étudiants africains diplômés du Programme de bourses d'études AFF-HALF

En réponse aux défis et aux impacts du changement climatique en Afrique, et plus particulièrement dans le secteur forestier, le Forum Forestier Africain et l'École d'Agriculture, des Forêts et des Sciences Alimentaires (HAFL) à l'Université des Sciences Appliquées de Berne à Zollikofen, Suisse, ont convenu d'établir un partenariat qui soutiendra une bourse pour le renforcement des capacités des scientifiques africains pour à terme renforcer le rôle des forêts et de la sylviculture dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

Dans le cadre de ses objectifs d'intégration du genre, les femmes et les jeunes bénéficiant de la bourse sont appelés à devenir de futurs champions dans la diffusion des connaissances et de la sagesse à travers l'AFF et les institutions apparentées.

Le 25 Septembre 2015, trois des quatre étudiants africains parrainés ont obtenu un diplôme de *Master en gestion internationale des industries forestières* de l'École de l'Agriculture, des Forêts et des Sciences Alimentaires (HAFL) à l'Université des Sciences Appliquées de Berne à Zollikofen, Suisse. Le quatrième a terminé ses études en Mars 2016.



Jour de remise de diplôme aux étudiants boursiers AFF-HAFL, le 25/09/2015 (righted gauche à droite: Yonas Yemshaw, Kinuthia Ngugi, Tesfaye Bekele, Oliver Gardi, Kouami Kokou, Kokutse Adzo Dzifa, Urs Scheidegger, Nesibu Kedirkan, Boateng Kyereh, Jacob Amoako, Jürgen Blaser, Mélanie Feurer, Ayélé Dangbo)

Jacob Amoako (Ghana), Fifonsi Ayélé Dangbo (Togo), Nesibu Yahya Kedirkan (Ethiopie) and Carolyne Kathini Kyalo (Kenya), ont reçu des subventions du Programme de bourses d'études AFF-HAFL couvrant tous les frais, y compris les coûts des projets de recherche pour l'année scolaire 2014-2015. Un total de 41 candidats de 14 pays africains ont postulé pour la bourse.

Les lauréats du Prix ont été sélectionnés à la suite d'un processus de sélection à deux niveaux. La première étape a été basée sur une liste de critères de sélection élaborés par des experts scientifiques AFF-HAFL où 10 candidats ont été présélectionnés. Les candidats retenus ont ensuite été pris par une évaluation d'aptitude à des entrevues dans le respect des conditions d'admission de HAFL.

En fin de compte, les quatre universitaires ont été primés en fonction de leur protocole de recherche et leur lettre de motivation à travers: la pertinence du problème, la clarté de l'objectif de la recherche, la clarté de la question de recherche, la méthodologie, le plan de travail et le budget. La lettre de motivation a été analysée pour la capacité à articuler les liens entre les objectifs personnels et la formation et la cohérence de la réflexion menée.

110 candidats de 19 différents pays africains ont depuis postulé pour la 2ème édition de la bourse. Quatre bourses ont été attribuées à Temitope Elizabeth Adeniyi (Nigeria), Lydia Afriyie (Ghana), Fredyas Eyebiyi Jaurès (Bénin) et Matia Mulumba Agabe (Ouganda). Les étudiants sont arrivés en Suisse au début de Février 2016 et obtiendront leur diplôme en Septembre 2017.

Les diplômés du Programme de bourses d'études 2014-2015 AFF-HALF



Jacob Amoako est actuellement au Ghana où il fait du volontariat pour l'Université Kwame Nkrumah des sciences et technologies (KNUST), l'Institut de recherche forestière du Ghana (FORIG) et d'autres organisations. Jacob poursuit sa carrière scientifique et veut devenir un enseignant dans le futur. Il est à la recherche d'une bourse de doctorat qui lui permettra plus tard d'être employé par KNUST ou FORIG. Jacob est déjà en contact étroit avec l'Université de Bonn et a des perspectives pour commencer un doctorat au cours des prochaines années.



Fifonsi Ayélé Dangbo est en contact étroit avec HAFL. Elle travaillera comme assistante scientifique dans un nouveau projet sur la REDD+ au Togo, qui débutera dans les prochains mois. Ayélé sera le lien central entre HAFL et le Togo. Ayélé aimerait continuer à travailler dans le domaine de la foresterie et des ressources naturelles. S'il y a une possibilité, elle est également intéressée à poursuivre un doctorat.



Nesibu Yahya Kedirkan travaille comme assistant de recherche à l'Institut de recherche sur l'Environnement et les Forêts (EEFRI) nouvellement créé à Addis-Abeba, en Ethiopie. Nesibu a pour objectif de devenir un consultant indépendant pour la foresterie, le changement climatique et les questions connexes aux niveaux national et international. Pour atteindre ce niveau, il est d'abord à la recherche d'une bourse de doctorat, qui sera en partie prise en charge par l'EEFRI. Nesibu est particulièrement intéressé à faire un doctorat en SIG et télédétection soit en Suisse ou en Allemagne.



Carolyne Kyalo est de retour à l'Université de Nairobi où elle travaillait avant ses études en Suisse. Dans le même temps, elle travaille sur sa thèse de Master. Carolyne veut poursuivre une carrière en science. Si possible, elle souhaite continuer ses études en poursuivant un doctorat.

Remodeler le récit sur la certification forestière en Afrique

La certification est largement préconisée comme un moyen pour soutenir divers écosystèmes forestiers du monde. Environ 11% de la superficie forestière mondiale a été certifiée sous une variété de régimes. En Afrique cependant, la certification des forêts est encore largement un concept marginal par rapport aux approches politiques orthodoxes sur la foresterie, mais elle a le potentiel pour faire avancer la gestion responsable des forêts pour le bénéfice des générations actuelles et futures.

Une récente «*Formation régionale sur la certification des forêts pour l'Afrique orientale et australe*» organisée par le Forum Forestier Africain du 7 au 11 Décembre 2015 au Kenya pour les acteurs du secteur forestier, a souligné certains des défis et obstacles à l'utilisation des services de certification forestière sur le continent. L'atelier a permis à un débat plus large de s'instaurer avec des contraintes idéologiques moindres pour les participants qui ont ouvertement reconnu que le discours commercial actuel sur la certification n'a plus l'attrait qu'il avait autrefois.



Récolte des arbres des plantations forestières pour la scierie. Photo © Bjorn Lundgren/AFF

Du fait que les récits qui décrivent la certification des forêts comme un outil axé sur le marché volontaire se soient révélés malléables et aient pris en compte les changements dans le temps, ils ont continué à exsuder une apparence de pertinence pour l'Afrique. En outre, des histoires issues des programmes passés et en cours en Afrique orientale et australe révèlent une baisse notable de la viabilité à long terme, en raison du faible retour sur

investissement, le manque d'avantages perçus sur le marché, la faible capacité des ressources financières et humaines ainsi que les normes et systèmes de certification complexes¹.

En plus de ces obstacles pratiques limitant l'impact de la certification forestière sur la gestion durable des forêts (GDF) en Afrique, d'autres questions saillantes à traiter avec des données statistiques provenant d'études de recherche ou de projets pilotes sont: ce qui motive la demande de certification du bois/ produits dérivés du bois dans ce contexte et dans quelle mesure la chaîne de valeur peut être modifiée pour tenir compte des réalités dans les mesures incitatives qui pourraient influencer sur la compétitivité nationale et l'accès au marché. De plus, quelle est l'analyse financière coûts-avantages qui prouve que la certification des forêts peut être une option économiquement viable au niveau local?

Par la suite, la tâche à venir sera de reconstruire un récit commercial qui reflète mieux les avantages environnementaux, économiques et sociaux de la certification forestière qui a à sa base un souci des intérêts de tous les acteurs du secteur forestier africain. Ce serait en ligne avec l'appel lancé par le Secrétaire exécutif de l'AFF, Prof. Godwin Kowero et d'autres vers la fin de la formation régionale, pour un nouveau paradigme sur la certification forestière qui peut accélérer l'adoption de bonnes pratiques de gestion en Afrique subsaharienne².

Ce récit naissant va servir le même but que le récit commercial existant, sauf qu'il fournira des données empiriques sur les avantages tangibles découlant de la certification, en termes de rentabilité tout en vérifiant que les produits forestiers sont produits sans nuire aux forêts ou aux systèmes naturels et humains qu'ils soutiennent³. Une partie de l'intention serait d'informer le développement des systèmes de marché et d'information qui lient les propriétaires forestiers / exploitants, producteurs et négociants primaires africains aux différents marchés actuels et potentiels sous-régionaux, régionaux et internationaux des produits certifiés et services forestiers, et qui promeuvent et récompensent la GDF.

L'autre objectif serait de plaider pour un

examen des politiques, stratégies, lois, et règlements forestiers nationaux actuels, pour identifier les lacunes entravant l'intégration des mesures de certification forestière dans les cadres institutionnels⁴ et élaborer des normes et des indicateurs sur la base desquels les objectifs de performance peuvent être surveillés et rapportés. En renforçant les organismes gouvernementaux pour fournir un environnement propice à l'amplification du processus de certification des forêts, les pays qui sont actuellement partiellement et totalement exclus de ce nouveau système de gouvernance vont commencer à récolter les avantages réels de leur participation au commerce international des exportations de bois certifiés.

Il importe peu que seuls les systèmes de certification forestière ou de chaîne de traçabilité volontaires et des tiers indépendant puissent équilibrer les intérêts des consommateurs, des producteurs et de conservation. Ce qui importe est que le recours à un nouveau récit de commerce qui rend mieux compte de la réalité économique influence la pertinence et l'efficacité d'une forme de gouvernance forestière qui a généré et va probablement continuer à présider des gains inéquitables.

En outre, dans la poursuite des efforts comme la gestion durable des forêts - qui implique également le reprofilage d'un récit des échanges autour de conventions mondiales existantes et l'adoption de l'initiative d'économie verte - un cadre pour la participation active de tous les acteurs, y compris les entreprises forestières, les environnementalistes, les syndicats, les travailleurs forestiers, les groupes sociaux dont les moyens de subsistance dépendent des ressources forestières et arboricoles, seront promues pour assurer la cohérence et la crédibilité du processus de certification.

Comme le continent africain subit des transitions politiques, économiques et sociales rapides qui pourraient gagner de l'élan au cours des prochaines décennies⁵, il est impératif de saisir dès maintenant l'opportunité pour créer ce nouveau récit et modifier dans le processus l'importance relative des différentes fonctions de la forêt.

¹ Kalonga S. (2015). "Forest Certification in Practice". Lecture, *Regional Training Course on Forest Certification for Eastern and Southern Africa*, African Forest Forum. Non publié.

² En savoir plus sur les actes de la formation "*Regional Training Course on Forest Certification for Eastern and Southern Africa* (AFF, 2015) disponible à www.afforum.org

³ Pour plus d'informations, consulter http://www.afforum.org/sites/default/files/English/English_55.pdf

⁴ Les blocs régionaux tels la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC) la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) ont réalisé de avancées vers l'atteinte de cet objectif avec des pays comme la Namibie, l'Afrique du Sud et l'Ouganda ayant évalué leurs politiques forestières/environnementales et lois pour, fournir plus d'appui à la certification forestière, aux compagnies forestières et acteurs impliqués (AFF, 2015).

⁵ Barklund, A. & Teketay, D. (2004). *Forest certification: a potential tool to promote SFM in Kenya*. African Forest Forum. Nairobi Kenya

Le renforcement des capacités sur la certification forestière en Afrique orientale et australe

Trente-huit praticiens forestiers africains de 13 pays ont récemment convergé à Sai Rock Hôtel à Mombasa, au Kenya, pour une "Formation régionale sur la certification forestière pour l'Afrique orientale et australe".

L'atelier a été organisé par le Forum Forestier Africain (AFF) du 7 au 11 Décembre 2015, à travers son projet intitulé «Renforcement de la gestion durable des forêts en Afrique».



Les participants à «l'Atelier régionale de formation sur la certification forestière pour l'Afrique Orientale et Australe» organisé du 7 au 11 Décembre 2015.

L'objectif de la formation était de doter les acteurs du secteur forestier de connaissances, d'outils et de compétences en matière de certification des forêts, l'établissement de normes nationales, comme moyens pour renforcer leurs capacités de mise en œuvre des systèmes de certification des forêts en vue d'améliorer la gestion durable des forêts dans les deux sous-régions. Les objectifs spécifiques étaient les suivants:

- ▶ sensibiliser les professionnels de la forêt sur le concept de la certification forestière, y compris les systèmes de certification forestière et leurs exigences, et son rôle potentiel dans l'amélioration de la gestion des forêts;
- ▶ - renforcer les capacités des professionnels de la forêt sur le concept, les principes et la mise en œuvre de la certification forestière, y compris la certification de la chaîne de traçabilité ; et développer des compétences sur les normes de certification des forêts nationales qui sont les mieux adaptées pour les pays d'Afrique orientale et australe.

L'atelier a réuni des représentants des fonctionnaires du gouvernement, les

gestionnaires forestiers, des représentants de la recherche et des institutions académiques, les organisations de la société civile et du secteur privé impliqués dans la production primaire et secondaire forestière et le commerce des produits forestiers ainsi que les organismes de certification forestière. Les 38 participants étaient issus des pays d'Afrique orientale et australe à savoir: Botswana, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Rwanda, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe. L'atelier a également offert une plate-forme pour l'échange de connaissances et d'expertises uniques des pairs dans la promotion de la gestion durable des forêts par le biais de sessions interactives, de visites sur le terrain, ainsi que de présentations de groupe.

Les participants ont exprimé leur engagement aux enseignements et recommandations énoncés dans les résultats de la formation tant au niveau institutionnel que national. La formation a reçu des commentaires positifs des participants, un réconfort pour le Secrétariat de l'AFF pour poursuivre son développement et l'étendre aux pays francophones.

Parole à nos membres

L'AFF a façonné ma carrière



Peter Gondo, Conseiller technique au Secrétariat UNFF

J'ai commencé à ETA avant la création du forum. Notre objectif en tant que ETA était d'organiser les Africains pour parler d'une seule voix afin de faire avancer l'agenda africain en foresterie. Nous avons constaté que les gens venus pour représenter l'Afrique aux réunions internationales manquaient de compétences pour négocier. En outre, de nouvelles personnes sont venues de différentes disciplines et ne comprenaient pas la nature des négociations et les stratégies de mise en œuvre appropriées. Les négociateurs devaient avoir des compétences à la fois techniques et de négociation. Il y avait un besoin d'une équipe ayant une expertise pour guider les négociateurs africains, en

particulier, les diplomates pour analyser les questions et fournir aux négociateurs des informations factuelles.

Je servais l'AFF en tant que membre du conseil d'administration, membre de l'ETA et également président du comité de mobilisation des ressources. Grâce à ce réseau, j'ai eu des opportunités de consultation pour les gouvernements et les institutions principalement dans le domaine du financement de la GDF, mais aussi de compréhension des sources de financement de la foresterie. J'ai également mené plusieurs études sur le financement des forêts.

Sur la base de cette expérience, j'ai interagi au niveau mondial dans la gestion forestière et dans les ressources stratégiques. J'ai été engagé par le FNUF pour mener des études pour le financement des forêts dans le cadre du financement du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) et j'ai aussi développé un guide sur l'institution de la Foresterie Communautaire (CBF) en Afrique pour la FAO. Au Nigeria, je jouais un rôle important dans la relance du Comité Nigérien des Forêts.

Actuellement, je suis un conseiller à la gestion durable des forêts au FNUF, grâce aux réseaux et à l'expérience acquise dans le cadre du Forum Forestier Africain.

Intégrer les perspectives des femmes dans le dialogue international



Cecile Ndjebet, Présidente du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaires des forêts (REFACOF), Cameroun

"J'ai participé à la formation sur les négociations internationales qui aura un impact significatif sur ma participation en tant que membre du Grand Groupe des Femmes"

L'initiative pour la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel

De quoi il s'agit et ce que la FAO fait pour catalyser sa mise en œuvre

Par Foday Bojang, Expert senior en Foresterie, Bureau régional de la FAO, Afrique

Contexte

L'idée d'une «Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel» (GMVSS) a été d'abord proposée en Juin 2005 par l'ancien Président de la République fédérale du Nigeria, le président Olusegun Obasanjo, au Sommet des Présidents et Chefs d'État de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD), à Ouagadougou, au Burkina Faso. En Juillet de la même année, il a fait la même proposition au Sommet de l'Union africaine (UA) à Syrte, en Libye, où il a appelé à une action au niveau continental. Le programme régional de mise en œuvre de la GMVSS, après avoir été adopté par le Sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine (UA) en Janvier 2009, est devenu une initiative panafricaine qui vise à améliorer les conditions de vie et des moyens de subsistance des communautés dans le Sahara et de la zone du Sahel, de Dakar à Djibouti et y compris l'Afrique du Nord.

programmes de mise en œuvre. A l'initiative de la CUA, les trois plans ont été harmonisés en un seul, qui a été adopté par le Sommet de l'UA en Janvier 2009 et soumis à l'examen par le Sommet de la CEN-SAD de Juin 2009. Le programme régional adapté est devenu le «blue print» pour la mise en œuvre de l'Initiative aux niveaux national et sous-régional.

Qu'est-ce que l'initiative pour la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel?

L'Initiative pour la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel a été conçue comme un programme de gestion intégrée des terres, fondé sur une vision sociétale et culturelle claire. Elle vise à promouvoir le développement durable dans les paysages sahélo-sahariens grâce à l'autonomisation des communautés et des gouvernements de la région pour mettre en œuvre des mesures de gestion des terres et de restauration durable qui ralentiraient et inverseraient le processus de désertification et ses impacts négatifs tout en améliorant la production et la productivité dans la région. L'initiative vise en outre à améliorer la vie et les moyens de subsistance des habitants de la région eux-mêmes grâce, en plus d'accroître la production agricole durable, à la création d'emplois décents au sein des communautés rurales et l'accès aux marchés pour leurs produits.

bien que la foresterie constitue un aspect important de sa mise en œuvre, la GMVSS ne devrait pas être perçue purement comme un programme de boisement ou de plantation d'arbres qui vise à établir un «mur d'arbres» pour contrer l'avancée du désert du Sahara.



Photo: Charlie Pye-Smith ICRAF

L'Agence panafricaine de la muraille verte, qui a été créé sous la direction de l'ancien Président du Sénégal, le président Abdoulaye Wade, a décidé de concentrer sa mise en œuvre sur une ceinture de 15 kilomètres de large et 7000 kilomètres de long de Dakar à Djibouti, en se concentrant sur environ 11 pays. Le concept original de l'Union Africaine a cependant une approche plus amorphe, couvrant environ 22 pays, avec la possibilité à d'autres pays de se joindre. Le concept de l'UA avait une phase initiale de 30 ans de mise en œuvre.

Il est souhaitable que la GMVSS puisse, autant que possible, former une mosaïque contiguë de paysages améliorés. Réaliser cela posera sans aucun doute un sérieux défi pour les pays pauvres de la région, et plus encore pour les communautés encore plus pauvres qui sont appelées à jouer un rôle important dans sa mise en œuvre. Cependant, avec un engagement politique suffisant (tel que démontré par les décisions adoptées par les chefs d'Etat de l'Union africaine), couplé avec un fort soutien international pour les pays touchés et le soutien technique, financier et de gestion pour les communautés locales, réparties le long de la longueur et la largeur des zones cibles, l'ambitieuse GMVSS peut avoir un impact positif, nonobstant la nécessité de la patience et de ténacité lors de la mise en œuvre. Les gouvernements qui sont impliqués sont les exécutants primaires et il est prévu une forte participation communautaire et individuelle, y compris le secteur privé.



Pays de la GMVSS

La République du Sénégal était déjà, comme beaucoup d'autres pays d'Afrique occidentale dans le Sahel, engagée dans des activités qui répondent aux objectifs de la GMV. Suite à l'appel du président Obasanjo, la Commission de l'Union Africaine (CUA), le Secrétariat de la CEN-SAD et le Sénégal ont développé des concepts indépendants et des plans des



Commercialisation des produits agricoles.
Photo: Charlie Pye-Smith/ICRAF (2014)

L'approche paysage qui sous-tend le programme GMVSS englobe par conséquent l'agriculture et l'élevage, la foresterie et l'agroforesterie et la gestion des pâturages, la conservation des sols et de l'eau, le développement des infrastructures rurales, l'accès aux marchés, la promotion des énergies renouvelables et l'utilisation de la bioénergie moderne. Il faut souligner que,

L'implication de la FAO à ce jour

La FAO a été étroitement impliquée dans le développement du document conceptuel et du programme régional d'action de la GMVSS. En plus de contribuer à l'élaboration de ces deux documents, la FAO a également participé aux diverses réunions interinstitutionnelles tenues à Addis-Abeba, en Ethiopie en 2005 et 2006 pour donner des avis sur la voie à suivre pour la Commission de l'Union africaine en ce qui concerne l'Initiative. Le Directeur général de la FAO d'alors, Dr Jacques Diouf, a participé à la réunion d'experts et de ministres tenue en Février 2008 à Saly, au Sénégal, où il a souligné que la FAO appuierait l'Initiative.

À la suite de discussions avec la Commission de l'Union africaine et sur la base d'une demande de la Commission, le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (RAF) a élaboré un projet du Programme de coopération technique (PCT) en 2009 pour être mis en œuvre conjointement avec la CUA dans cinq pays pilotes, à savoir: le Tchad, Djibouti, l'Ethiopie, le Mali et le Niger. Le PCT a été approuvé par le DG et sa mise en œuvre a commencé en Novembre 2010. Le Forum Forestier Africain (AFF) avec l'appui de la FAO, a joué un rôle crucial dans ce cadre de collaboration avec la CUA, grâce à une assistance dans l'identification et le déploiement de consultants pour aider les pays à mettre en œuvre le PCT. Grâce au PCT (valeur de 460.000 \$), la FAO a fourni un appui à la Commission de l'Union Africaine visant à renforcer la capacité de la Commission à fournir une assistance aux 5 pays pilotes pour développer des stratégies solides, des plans et des propositions de projets pour la réussite de la mise en œuvre

future de la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel.

En plus du PCT, la Commission de l'Union africaine a également demandé à la FAO de préparer un projet de financement de la GMVSS à soumettre à l'Union européenne (UE) pour soutenir de façon similaire 8 pays supplémentaires, ainsi que des activités transversales au niveau régional. Les 8 pays que la CUA a identifiés pour bénéficier de ce projet sont les suivants: Algérie, Burkina Faso, Egypte, Mauritanie, Nigeria, Gambie, Sénégal et Soudan. Cette nouvelle phase a donné lieu à la mobilisation de 1750000 € (euros) principalement de l'UE, avec des contributions du Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et de la FAO elle-même. Le nouveau projet visait:

- ▶ le développement et l'adoption d'une stratégie régionale harmonisée pour la mise en œuvre effective par la CMAE en 2012 et par l'Assemblée de l'UA en Janvier 2013;
- ▶ le développement et la validation des plans d'exécution détaillés et le portefeuille de projets pour les huit pays;
- ▶ la formulation de trois (3) projets transfrontaliers et de plans d'investissement pour leur mise en œuvre;
- ▶ l'élaboration d'une stratégie et d'un plan action pour le développement des capacités, y compris le pilotage des activités de terrain avec les communautés locales;
- ▶ le développement d'une plate-forme d'apprentissage et de réseautage pour améliorer le partage des connaissances, le transfert de technologies, la promotion des meilleures pratiques; et
- ▶ l'élaboration d'une stratégie de communication pour l'initiative.

Résultats

Tant le PCT que les projets UA-UE ont été mis en œuvre avec succès par la FAO. Les pays participants ont maintenant en leur possession, les stratégies, la mise en œuvre et les plans de mobilisation des ressources et des propositions de projets, le cas échéant pour la poursuite de la mise en œuvre de l'Initiative. En outre, la sensibilisation du public a été créée sur l'importance de l'initiative et une plate-forme de partenariat a été établie.

La voie à suivre

La FAO continuera sa collaboration avec la CUA et les pays pour promouvoir et faciliter la mise en œuvre de la GMVSS. Compte tenu du succès des deux premiers projets mentionnés ci-dessus, l'Union européenne s'est engagée à poursuivre son partenariat avec la FAO et la CUA et a donc approuvé un programme plus vaste (41 millions d'euros) pour que la FAO continue à fournir un appui aux activités de mise en œuvre en Afrique et étendre le concept et l'expérience Grande Muraille Verte dans le Pacifique et les Caraïbes.

Pour plus d'informations sur cette initiative, contactez:

Foday Bojang
Chef d'équipe & Expert senior en Foresterie
Bureau Régional FAO pour l'Afrique
Tel: +233 302 675 000 Ext. 41602
E-mail: Foday.Bojang@fao.org
Website: <http://www.fao.org/>

Evènements prochains

Dates / Lieux	Titre de l'évènement
17-20 Mai 2016 Abuja, Nigéria	Atelier sous-régional sur le renforcement de l'application des lois forestières et la gouvernance et le commerce en Afrique de l'Ouest
30 Mai-3 Juin 2016 Guinée Conakry	Atelier de formation sur l'Evaluation Rapide des stocks de Carbone (RACSA)
13 - 17 Juin 2016 Niamey, Niger	Atelier de formation pour les praticiens forestiers africains sur les processus multilatéraux liés aux forêts pour les pays africains francophones
20-24 Juin 2016 Accra, Ghana	Formation de courte durée sur la certification forestière pour les sous-régions d'Afrique occidentale et centrale
18-22 Juillet 2016 Rome, Italie	COFO 23. Comité de la FAO sur la Foresterie – 23ème Session
3-7 Avril 2017 Dehradun, Inde	19 ^{ème} Conférence du Commonwealth sur la Foresterie

The African Forest Forum (AFF)
United Nations Avenue, Gigiri
P.O. Box 30677 – 00100,
Nairobi, Kenya.
Tel: +254 20 722 4203
Fax: +254 20 722 4001
Email: exec.sec@afforum.org
Website: www.afforum.org

Follow us on Twitter @africanff
Like us on Facebook / African Forest Forum
Find us on LinkedIn / African Forest Forum (AFF)

Copyright © The African Forest Forum 2016